

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

Paris, le 24 mars 05

Groupement enseignement général

Lcl
Ledovskyi Valeri
D 5

FICHE DE GEOPOLITIQUE

**OBJET Sujet n° 1 en vue de préparer une visite du Chef d'état –major, faire
UN BILAN GEOPOLITIQUE INTERIEUR ET PERIPHERIQUE DE LA RUSSIE**

- 1 LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FEDERATION DE RUSSIE.**
- 2 .LES POLITIQUES ETRANGERES DANS LES PAYS DE LA CEI.**
- 3. UN BILAN GÉOPOLITIQUE INTÉRIEUR ET PÉRIPHÉRIQUE DE LA RUSSIE.**

INTRODUCTION

Cet immense espace, presque un continent, a vécu une succession d'expansions et de contractions au cours des siècles pour aboutir à ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom des 15 républiques indépendantes, dont la Fédération de Russie, issues de l'ancienne Union Soviétique.

LE MOUVEMENT INVERSE/ L'ECLATEMENT

Il a des répercussions internationales (fin de la guerre froide et rapports avec les grandes organisations internationales), au sein de la Fédération de Russie, sur la construction des identités nationales et la structuration de l'indépendance dans les nouvelles républiques indépendantes, la création de nouvelles organisations régionales **LA RUSSIE**. Capital -Moscou, président- Vladimir Poutine, 145 millions
La plus grande république reprend le cours de son passé, est reconnue par les organisations internationales comme le successeur de l'URSS mais à l'intérieur de frontières historiquement vides de sens en laissant 25 millions de russophones à l'étranger une fédération multinationale mais avec des statuts différents selon les membres avec des problèmes de sécurité et de frontières devant s'adapter à l'élargissement Otan et Union Européenne prétendant à un droit de regard sur l'espace ex-soviétique

1. LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FEDERATION DE RUSSIE

Vladimir Poutine lance un message confus sur ses priorités lorsque, dans les mois qui suivent son élection, il entame une série de visites tous azimuts (Europe, Asie, Moyen-Orient). Cette attitude est en partie liée à la situation dont Poutine a hérité. Mais elle reflète aussi son approche pragmatique, non idéologique, flexible. Et la conscience des limites économiques de la Russie.

Son insistance sur la 'multipolarité' est un moyen d'éviter le dilemme entre joindre un système mondial dominé par les Etats-Unis dans lequel il pourrait n'avoir qu'une influence limitée et rester à l'écart, ce qui serait tout aussi dommageable.

Poutine reconnaît aussi que, même en terme de reconnaissance ou de confiance, la Russie part sur des bases difficiles : les pays étrangers, à commencer par ses voisins, ne lui font pas confiance.

EUROPE/RUSSIE

- Relations marquées par une confusion entre relations multilatérales et bilatérales, en partie par un calcul et une méconnaissance de la Russie mais aussi par l'absence de politique européenne commune. Confusion renforcée par l'élargissement dans la mesure où la Russie perçoit que, pendant quelques années au moins, les nouveaux membres ne seront pas enclins à promouvoir une politique amicale envers la Russie. (voir les élargissements).

- Importance de perceptions mutuelles, positives ou négatives. Confusion dans le 'bloc occidental' entre ce qui est commun et ce qui est spécifiquement américain ou européen. ,faible connaissance par les Russes de la multiplicité des acteurs européens.,incapacité de l'Europe à développer une politique adaptée à la Russie (pas un candidat à l'adhésion,

une grande puissance), blocage sur les conditions demandées à la Russie pour que l'UE supporte son adhésion à l'OMC, tendance européenne à considérer la Russie comme part du problème et non part de la solution dans la résolution des conflits dans la CEI, report par la Russie de sa signature du protocole de Kyoto, blocage sur la 'sauvegarde des intérêts russes' lors de l'élargissement (renégotiation des tarifs bilatéraux).

Les instruments actuels sont :

De manière générale, les relations avec l'UE sont un des vecteurs importants de la politique étrangère de la Russie mais pas le seul. La Russie dispose en Europe de lieux de participations autres, à part égale, dans des institutions pan-européennes comme le Conseil de l'Europe, l'OSCE et l'Otan.

Au niveau bilatéral, la Russie a des relations privilégiées avec certains pays notamment l'Allemagne et l'Italie qui sont des partenaires commerciaux importants.

ASIE/RUSSIE

Pour un pays à cheval sur l'Europe et l'Asie, les relations avec le continent asiatique ont une importance particulière. Elles le sont d'autant plus qu'à la fin de la guerre froide, plusieurs pays du continent asiatique ont entrepris de revoir leur concept de sécurité dans ce nouveau contexte.

Lorsque Poutine est élu, la décision de l'administration Bush de traiter la Russie comme une puissance de seconde zone entraîne un transfert de l'activité diplomatique vers l'Est.

En juillet 2000, c'est le début d'une grande offensive asiatique : visites à Moscou des délégations d'Inde, des deux Corée ; Poutine rencontre le président chinois Jiang Zemin et les dirigeants de l'Asie centrale au Tadjikistan ; il se rend à Pékin pour un sommet présidentiel, à Pyongyang pour une prise de contact avec le dirigeant nord coréen Kim Jong-li, à Okinawa pour le sommet du Groupe des 7 + la Russie. Dans les mois suivants on le voit à Tokyo et à New Delhi, puis en Corée du Sud. A l'époque, les Etats-Unis s'appêtent à dénoncer le traité ABM de 1972 pour construire leur système de défense antimissile.

Là aussi, l'important est d'être présent, de favoriser la stabilité régionale en luttant contre la prolifération des armes de destruction massive, de recentrer les relations sur les échanges commerciaux notamment l'énergie (les autres étant la vente d'armes, la technologie nucléaire civile).

La **Chine** est le partenaire le plus important mais aussi le plus complexe. Dans la mesure où c'est le pays amené dans le futur à dominer la région Asie Sud Pacifique, la Russie doit garder de bonnes relations avec la Chine si elle veut aussi rester influente dans cette région vitale pour ses intérêts nationaux.

Les deux pays partagent une vision d'un monde dominé par de puissantes organisations régionales, pas nécessairement très structurées, mais qui ont la conscience d'avoir des intérêts communs liés à la stabilité régionale. Ils ont aussi des liens économiques et commerciaux puissants.

Les problèmes frontaliers (4.375km de frontière commune) ont été progressivement résolus à partir de 1992. De militaires, les violations de frontières sont devenues civiles.

Les relations avec les deux **Corée** illustrent la volonté de dépasser les clivages de la guerre froide pour développer une presque île stable, dénucléarisée, réunie progressivement. Projet particulier de la ligne de chemin de fer unissant la péninsule à la Baltique via un raccordement avec le transsibérien.

Le **Japon** est le seul pays avec lequel la Russie a un problème territorial.

Bien que la Russie ait été un allié traditionnel de l'**Inde** (le plus important acheteur d'armes après la Chine et de centrales nucléaires russes), ses rapports avec le **Pakistan** ont été intensifiés au cours des dernières années (contrats militaires mais aussi coopération dans la lutte contre le terrorisme international et la prolifération nucléaire, stabilité en Asie centrale, énergie). En juin 2003, après une rencontre avec son homologue pakistanais, le ministre Igor Ivanov a déclaré que la Russie était prête à jouer les médiateurs entre l'Inde et le Pakistan si les deux pays le lui demandaient (notamment sur la question du Cachemire).

Les relations avec le **Vietnam**, un pays frère abandonné à la chute de l'URSS, ont repris au début de 2000. Poutine réaffirme dans une lettre au président Tran Duc Long l'importance de développer 'relations stratégiques' avec Vietnam mais de discuter de la coopération technique, commerciale, militaire avec en toile de fond la dette soviétique de Hanoi évaluée par les Vietnamiens. Les Russes ont finalement décidé de renoncer à louer la base navale de Cam Ranh Bay et ont développé les investissements pétroliers via une compagnie mixte Vietnam-Russie.

USA/RUSSIE

Laissée volontairement de côté, sauf si ces relations interfèrent dans la géopolitique de la région concernée. Rappelons simplement ici que l'attitude de la présidence Bush, pendant ses premiers mois, consistait à prétendre que la Russie, affaiblie et appauvrie, n'était pas une priorité pour les Etats-Unis. Elle s'est modifiée progressivement sous l'effet du développement d'une relation personnelle inattendue mais surtout la pression des événements (coalition internationale contre le terrorisme, besoin d'obtenir le support russe à l'ONU dans des crises comme l'Afganistan puis l'Iraq, besoin des Etats-Unis de diversifier leur approvisionnement énergétique, etc). Malgré tout, le poids du milieu conservateur américain influence cycliquement les relations avec la Russie, avec une réponse parallèle des milieux conservateurs russes.

2. POLITIQUES ETRANGERES DANS LES PAYS DE LA CEI

De manière générale, les relations bilatérales ou multilatérales sont affectées par le fait que:

- L'indépendance lance ces pays à la recherche d'une identité nationale que, à part quelques exceptions comme l'Arménie, la Géorgie et la Lituanie, est à créer de toute pièce

- L'éclatement de l'URSS place ces républiques dans un contexte de globalisation dans lequel elles doivent s'intégrer alors qu'elles sont en recherche d'identité nationale
- la création d'une identité nationale se fait aussi en grande partie sur le mode négatif : en partant de qu'on n'est pas (Russe), de ce que l'on n'est plus (soviétique) d'avantage que de ce qu'on est.

Ce paradoxe explique en partie leur choix de politique étrangère à savoir :

- multiplication de contacts internationaux pour affirmer son existence autonome
- affirmation d'une orientation 'pro-occidentale' comme moyen de se démarquer du passé soviétique et assurer son autonomie vis-à-vis de Moscou. L'Ouest est aussi perçu comme une source d'aides et de financements divers.

Mais la globalisation force l'interdépendance économique et la coopération avec l'Occident limite les tentations de développer une politique trop conflictuelle avec la Russie qui déplairait aux Occidentaux.

Les relations avec les voisins polonais et lithuaniens se sont détendues (malgré la présence de l'opposition dans ces pays) ; les relations avec la Russie sont influencées par la géographie (pays de transit obligé, coopération militaire) et par l'état d'avancement vers l'Union Russie Biélorussie. Le projet, lancé en 1996, souffre du manque d'enthousiasme croissant de la présidente Poutine.

Membre actif des accords de la CEI, la Biélorussie a compensé ses relations difficiles avec l'Occident en se tournant vers la Chine, l'Iran et le tiers monde.

Les relations Russie-Ukraine sont aussi tributaires des relations Russie-Etats Unis. L'Ukraine a été le troisième bénéficiaire de l'aide américaine après Israël et l'Égypte en partie pour compenser l'abandon de son potentiel nucléaire et en partie pour s'assurer qu'elle ne se 'jeterait pas dans les bras de la Russie'. C'est dans ce contexte que se situent la prudence ukrainienne envers la CEI et le rôle primordial que prit l'Ukraine dans la formation du GUUAM. En **Transcaucasie**, les trois puissances régionales (Russie, Turquie, Iran) sont confrontées de plus en plus à l'influence occidentale (EU, USA, Otan). Aucun n'a réussi à résoudre la question du Nagorno-Karabakh.

La Russie considère cette région comme d'intérêt stratégique vital d'où les conflits potentiels avec les Occidentaux, incluant un risque de déstabilisation accrue de la région.

La situation actuelle de la Géorgie indique une volonté de balancer les relations Russie-Occident ne fut-ce que pour des raisons économiques (aides occidentales mais dépendance économique y compris pour sa main d'oeuvre immigrée en Russie). Il leur faut aussi régler la question des bases russes en Géorgie, selon les engagements envers l'OSCE.

Elle a bénéficié dès le début de l'aide des pays scandinaves, puis de la Pologne dans le cadre des élargissements, de l'OTAN et de l'UE. Leur adhésion représente l'ultime signe de leur rupture avec le passé, et avec la Russie, sauf dans le cadre de la coopération normale entre pays membres de l'UE et son partenaire russe. Il leur faudra pourtant un jour ou l'autre résoudre autrement que par la naturalisation et l'acculturation la situation des minorités russophones. Entretemps, la Russie continuera à utiliser cette situation comme un levier de négociations avec les pays concernés (Estonie et surtout Lettonie) dont l'économie dépend de l'hinterland russe. Elle a aussi beau jeu de rappeler que 600.000 habitants des pays baltes n'ont pas pu participer au referendum sur l'adhésion à l'Union Européenne.

L'adhésion à l'UE a été une sorte de second choix par rapport à l'adhésion à l'Otan dont le volet militaire paraissait indispensable pour leur sécurité. En 1997 par exemple, l'Eurobaromètre indique que, contrairement aux populations d'Europe centrale très favorables à l'adhésion, celle-ci est supportée par 29% des Estoniens, 34% des Lettons, 35% des Lithuaniens.

La coopération militaire avec l'Otan dans le cadre de la préparation à l'adhésion s'est traduit par la création du Baltbat (bataillon balte de maintien de la paix), du BaltNet (surveillance du réseau aérien baltique), du BaltRon (escadron baltique), du BaltDefCol (collège de défense baltique), du BaltSea (groupe d'assistance pour la sécurité dans la mer Baltique). Les trois pays ont tenu à participer à des opérations du maintien de la paix comme preuve de leur capacité à participer et pas seulement à demander protection (KFOR et SFOR dans les Balkans, forces de la coalition en Iraq)

Conclusion

La Russie craint que la volonté déclarée de 'partager' avec l'Union leur connaissance des affaires russes ne se traduise, après leur adhésion, par un souci de marquer la différence entre les membres (qu'ils sont désormais) et les 'extérieurs' comme la Russie dont il faut limiter l'influence.

Le problème essentiel est que, la Russie ne pouvant ni ne voulant entrer dans l'UE, cette dernière doit formuler une politique originale, différente de celle qui s'est imposée envers les candidats à l'adhésion, basée sur l'intégration du modèle européen. La Russie entend développer son propre modèle de développement, aussi flou qu'il puisse apparaître aux yeux des Européens.

La Russie aurait pu à l'époque adopter le modèle chinois, ni pro ni anti-occidental, évitant toute forme de 'partenariat stratégique' et consistant en une coopération avec l'Ouest quand c'est désirable et un refus de coopération quand cela semble aller contre les intérêts nationaux. Mais cela signifie aussi rester à l'écart du reste de l'Europe, une option dont Moscou ne veut pas surtout avec les élargissements Otan et EU en vue.